

ARRÊTÉ DREAL N° 70-2026-04-20-00003

EN DATE DU 20/04/2026

**portant mise en demeure de la SAS FERS ET MÉTAUX
sur le territoire de la commune de Noidans-lès-Vesoul**

LE PRÉFET DE LA HAUTE-SAÔNE
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

VU

- la directive n° 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 modifiée relative aux émissions industrielles et aux émissions de l'élevage (prévention et réduction intégrées de la pollution) ;
- le code de l'environnement, notamment les articles L. 171-6 à L. 171-11, L. 172-1 et suivants, L. 181-14, L. 511-1, L. 514-5, R. 171-1, R. 181-46, et R. 511-9 (nomenclature des ICPE) ;
- le code de justice administrative, notamment l'article R. 421-1 ;
- le décret n° 2010-369 du 13 avril 2010 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), qui crée en particulier de nouvelles rubriques relatives à des activités de gestion de déchets (rubriques 27xx) ;
- le décret n° 2013-375 du 2 mai 2013 modifiant la nomenclature des ICPE, qui crée en particulier de nouvelles rubriques relatives à des activités visées par la directive « IED » n°2010/75/UE du 24 novembre 2010 modifiée susvisée (rubriques 3xxx) ;
- le décret du 23 juillet 2025 nommant M. Serge JACOB, préfet de la Haute-Saône ;
- le décret du 24 avril 2024 nommant Mme Annick PÂQUET, secrétaire générale de la préfecture de la Haute-Saône, sous-préfète de Vesoul ;
- l'arrêté préfectoral DIRE/I/2005 n° 3249-01 du 14 décembre 2005 autorisant la SAS FERS ET MÉTAUX à exploiter une plate-forme de regroupement et de tri de déchets sur le territoire de la commune de Noidans-lès-Vesoul ;

- l'arrêté préfectoral n° 70-2025-12-16-00002 du 16 décembre 2025 portant délégation de signature à Mme Annick PÂQUET, secrétaire générale de la préfecture de la Haute-Saône ;
- le dossier modifié et complété de demande d'autorisation d'exploiter une plate-forme de regroupement et de tri de déchets sur le territoire de la commune de Noidans-Les-Vesoul présenté par la SAS FERS ET MÉTAUX, déposé le 18 janvier 2005 ;
- le courrier de l'exploitant daté du 19 décembre 2012 qui demande le bénéfice des droits acquis suite à la parution du décret n°2010-369 du 13 avril 2010 susvisé ;
- le rapport du 11 avril 2014 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté (DREAL BFC), chargée de l'inspection des ICPE, suite à l'inspection du 13 décembre 2012 ; ce rapport fait référence à la demande formulée dans le courrier daté du 19 décembre 2012 susvisé ;
- les multiples plaintes déposées de manière récurrente depuis 2008 par les riverains (établissements et habitants voisins) de l'établissement FERS ET MÉTAUX pour les nuisances causées par les envols de poussières provoqués par les activités de broyage de déchets de bois ;
- le rapport de l'inspecteur de l'environnement, faisant suite à la visite de l'établissement FERS ET MÉTAUX le 23 mai 2025, transmis à l'exploitant via le guichet unique numérique de l'environnement (GUNenv) le 26 février 2026, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, accompagné du projet d'arrêté de mise en demeure ;
- l'absence d'observation de l'exploitant sur le projet d'arrêté complémentaire ;

CONSIDÉRANT

- les dispositions suivantes de l'article L. 171-8 du code de l'environnement : *« en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine »* ;

RELATIVEMENT À LA HAUTEUR DES DÉPÔTS DE DÉCHETS DE BOIS

- les prescriptions suivantes, concernant les installations autorisées à être exploitées comme relevant de la rubrique 1530 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), figurant en annexe I de l'arrêté préfectoral DRIRE/I/2005 n° 3249-01 du 14 décembre 2005 susvisé :

« Rubrique 1530-2 (déclaration) – Dépôts de bois, papier, carton ou matériaux combustibles analogues, la quantité stockée étant supérieure à 1 000 m³ mais inférieure ou égale à 20 000 m³ : stockages extérieurs de 5 000 m³ composés de 5 îlots d'une superficie de 250 m² et d'une hauteur de 4 mètres (palettes, bois en vrac ou broyés) » ;

- que la visite d'inspection de l'établissement FERS ET MÉTAUX réalisée sur le site le 23 mai 2025 a permis de constater :
 - l'absence de dispositif mis en place par l'exploitant (comme des tiges graduées par exemple) pour permettre de contrôler le respect de la hauteur maximale des dépôts de déchets de bois stockés à l'extérieur ;
 - la présence de dépôts de déchets de bois dont la hauteur dépasse manifestement largement la hauteur maximale de 4 mètres ;
- que ces constats mettent en évidence que l'exploitant ne respecte pas les prescriptions précitées, applicables à ses installations, limitant la hauteur des dépôts de déchets de bois ;

RELATIVEMENT À L'ÉTAT DE PROPRETÉ DES INSTALLATIONS ET À LA LIMITATION DES ÉMISSIONS DE POUSSIÈRES DANS L'ENVIRONNEMENT

- les prescriptions suivantes, figurant à l'article 21 de l'arrêté préfectoral DRIRE/I/2005 n° 3249-01 du 14 décembre 2005 susvisé :
 « Les installations doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière à limiter les émissions à l'atmosphère. Il est interdit d'émettre des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières ou des gaz odorants, toxiques ou corrosifs susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publiques.
 Sans préjudice des règlements d'urbanisme, les installations respectent les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :
 - les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées » ;
- les prescriptions suivantes, figurant à l'article 24.2 de l'arrêté préfectoral DRIRE/I/2005 n° 3249-01 du 14 décembre 2005 susvisé : « Les locaux et les équipements doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment les voies de circulation pour éviter les amas de poussières. Les éléments légers qui se seront dispersés dans et hors de l'établissement doivent être régulièrement ramassés » ;
- les multiples plaintes susvisées et leur récurrence étalée sur plus de 15 années (première plainte enregistrée en 2008, dernière plainte reçue le 27 juin 2025) émanant de voisins directs de l'établissement FERS ET MÉTAUX (5 établissements d'entreprises professionnelles et 1 habitant pavillonnaire, relayés par la mairie de Noidans-lès-Vesoul) concernant des nuisances causées par la pollution de l'atmosphère (émission de poussières provenant des installations de broyage de déchets de bois) ;

- les pièces jointes à ces plaintes, apportées comme éléments de preuves relatives aux nuages de poussières émis dans l'atmosphère par l'atelier de broyage de déchets de bois de l'établissement FERS ET MÉTAUX et venant se déposer à proximité (au minimum dans un rayon de 260 m) sur la zone industrielle et sur la zone pavillonnaire avoisinante ;
- les nuisances ou les inconvénients, et craintes pour leur santé, dont font état les victimes dans leurs plaintes ;
- que la visite d'inspection de l'établissement FERS ET MÉTAUX réalisée sur le site le 23 mai 2025 a permis de confirmer que les mesures mises en œuvre par l'exploitant pour prévenir ces envols de poussières (broyage de déchets de bois en extérieur à l'air libre sans aucune protection), notamment les dispositifs d'aspersion d'eau qui équipent le broyeur, sont manifestement insuffisantes : l'établissement émet des poussières qui inconvénient le voisinage et sont susceptibles de nuire à sa santé ;
- que ces constats mettent en évidence que l'exploitant ne respecte pas les prescriptions précitées, applicables à ses installations, en matière de propreté des installations et de prévention de la pollution de l'air ;
- que cette situation, tout particulièrement la pollution de l'air par l'atelier de broyage de déchets de bois, porte atteinte de manière chronique aux intérêts protégés visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement (inconvenients pour la commodité du voisinage, dangers pour la santé) ;

RELATIVEMENT AUX MODIFICATIONS DES CONDITIONS D'EXPLOITATION

- les dispositions suivantes de l'article L. 181-14 du code de l'environnement : « *Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation. En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32* » ;
- les dispositions suivantes de l'article R. 181-46 du code de l'environnement : « *Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation* » ;
- les prescriptions suivantes, concernant les installations autorisées à être exploitées relevant de la rubrique 2260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), figurant en annexe I de l'arrêté préfectoral DRIRE/I/2005 n° 3249-01 du 14 décembre 2005 susvisé :

« Rubrique 2260-1 (autorisation) – Broyage des substances végétales et de tous produits organiques naturels, la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 200 kW : un broyeur à bois de 550 kW intervenant par campagne (2 jours par semaine) » ;

- que, les données relatives aux activités de broyage de déchets de bois déclarées par l'exploitant sur la période allant du 3 juin 2024 au 23 mai 2025 mettent en évidence une augmentation très significative de la fréquence des opérations de broyage par rapport à ces prescriptions : environ 3,9 jours par semaine en moyenne ; 5 jours par semaine sur plus de 30 % du temps ;
- les impacts sur l'air des rejets à l'atmosphère provoqués par les activités exercées au sein de l'établissement FERS ET MÉTAUX, évalués par l'exploitant dans le dossier de demande d'autorisation susvisé :
 - « Les futures activités exercées sur le site de la société FERS et MÉTAUX ne généreront aucun rejet atmosphérique et donc aucun impact sur l'air » ; « Seuls, les gaz d'échappement des engins à moteur pourront être à l'origine d'émission d'oxyde d'azote » ;
- la situation réelle et effective d'émissions massives de poussières provenant des installations de broyage de déchets de bois de l'établissement FERS ET MÉTAUX qui incommode le voisinage et sont susceptibles de nuire à sa santé, situation mise en évidence ci-avant (multiples plaintes susvisées, pièces jointes à ces plaintes, nuisances ou les inconvénients évoqués par les plaignants), qui contraste de manière significative avec celles prévues dans le dossier de demande d'autorisation susvisé déposé le 18 janvier 2005, qui ne nécessitaient pas de fixer de prescriptions particulières à ce sujet en matière de prévention de la pollution de l'air ;
- que la visite d'inspection de l'établissement FERS ET MÉTAUX réalisée sur le site le 23 mai 2025 a permis de constater :
 - l'absence de dossier et d'informations suffisantes portant sur les modifications apportées au mode d'utilisation des installations de broyage de déchets de bois (fréquence des opérations de broyage) ;
 - que, contrairement aux conclusions formulées dans les études d'impacts remises par l'exploitant en 2005, le voisinage est incommodé par les poussières émises par l'établissement FERS ET MÉTAUX (atelier de broyage de déchets de bois), qui sont en outre susceptibles de nuire à sa santé ;
- que ces constats mettent en évidence que l'exploitant n'a pas porté à la connaissance du préfet les informations requises avec tous les éléments d'appréciation, en application des dispositions des articles L. 181-14 et R. 181-46 du code de l'environnement (modifications notables apportées aux activités, installations autorisées), visant à régulariser la situation administrative des installations de broyage de déchets de bois, suite aux modifications précitées qui leur ont été apportées ou qui sont intervenues depuis 2005 ;

RELATIVEMENT À LA SITUATION DES INSTALLATIONS VIS-A-VIS DE LA DIRECTIVE IED SUSVISÉE

- les modifications apportées à la nomenclature des ICPE par le décret n° 2013-375 du 2 mai 2013 susvisé, en particulier la création de la nouvelle rubrique 3532 : *« Rubrique 3532 (autorisation) – Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE :*
 - *traitement biologique,*
 - *prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la coïncinération,*
 - *traitement du laitier et des cendres,*
 - *traitement en broyeur de déchets métalliques, notamment déchets d'équipements électriques et électroniques et véhicules hors d'usage ainsi que leurs composants » ;*
- que, compte-tenu des quantités de déchets de bois broyées quotidiennement déclarées par l'exploitant sur la période allant du 3 juin 2024 au 23 mai 2025 (part significative de jours [60 jours sur 180, soit de l'ordre de 30 %] où l'exploitant a dépassé le seuil de 75 t de déchets de bois broyés), se pose la question d'un éventuel classement des installations de broyage de déchets de bois au titre de la rubrique 3532 de la nomenclature des ICPE ;

RELATIVEMENT À L'ENSEMBLE DES NON-CONFORMITÉS CONSTATÉES

- que, face à l'ensemble de ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la SAS FERS ET MÉTAUX :
 - de se conformer aux prescriptions techniques d'ores et déjà opposables à son établissement de Noidans-lès-Vesoul ;
 - de porter à la connaissance du préfet les éléments d'information nécessaires, sous la forme d'un dossier comportant l'ensemble des éléments techniques et des pièces justificatives, devant permettre de régulariser la situation administrative de l'établissement, d'apprécier l'impact des installations sur l'environnement, et d'évaluer le caractère substantiel des modifications apportées, à savoir notamment :
 - concernant les installations de broyage de déchets de bois (capacités de traitement) à reclasser au titre de la rubrique 2791 de la nomenclature des ICPE, et concernant les modifications apportées à leur mode d'utilisation (fréquence des opérations de broyage) ;
 - concernant un éventuel classement au titre de la rubrique 3532 de la nomenclature des ICPE ;
 - mettre à jour l'évaluation des impacts sur l'air des rejets à l'atmosphère provoqués par les activités exercées au sein de l'établissement (activités de broyage des déchets de bois), sur la base d'une étude environnementale prenant notamment en compte les nuisances liées aux émissions de poussières dont les riverains se plaignent ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 – RESPECT DE PRESCRIPTIONS

En application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, la SAS FERS ET MÉTAUX, dont le siège social est situé 29 place de la gare – 70220 Fougerolles-Saint-Valbert, est mise en demeure de respecter les prescriptions suivantes, fixées par l'arrêté préfectoral DRIRE/I/2005 n° 3249-01 du 14 décembre 2005 susvisé, applicables aux installations de la plate-forme de regroupement et de tri de déchets, sise rue des Saules – ZI les Saussis, qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Noidans-lès-Vesoul :

- celles figurant en annexe I de l'arrêté concernant les installations autorisées à être exploitées comme relevant de la rubrique 1530 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) : l'exploitant doit s'assurer qu'il respecte la hauteur maximale de 4 mètres pour les dépôts de déchets de bois stockés à l'extérieur, notamment en mettant en place des dispositifs permettant de le contrôler ; dans le cas contraire, il doit, ramener la hauteur de ces dépôts à une valeur conforme.

Délai : 1 mois à compter de la notification du présent arrêté.

- celles figurant aux articles 21 et 24.2 de l'arrêté concernant la prévention de la pollution de l'air : l'exploitant doit suffisamment réduire les émissions de poussières dans l'atmosphère, provoquées par les activités de broyage des déchets de bois, pour supprimer les inconvénients causés au voisinage et les risques pour la santé des personnes exposées.

Délai : 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 – PORTER À CONNAISSANCE

En application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, la société FERS ET MÉTAUX est mise en demeure de porter à la connaissance du préfet, **dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les éléments d'information nécessaires, sous la forme d'un dossier comportant l'ensemble des éléments techniques et des pièces justificatives, devant permettre de régulariser la situation administrative de l'établissement, d'apprécier l'impact des installations sur l'environnement, et d'évaluer le caractère substantiel des modifications apportées, à savoir notamment :

- en précisant les capacités de traitement des installations de broyage de déchets de bois (à reclasser au titre de la rubrique 2791 de la nomenclature des ICPE), et les modifications apportées à leur mode d'utilisation (fréquence des activités de broyage) ;
- en précisant l'éventuel classement au titre de la rubrique 3532 de la nomenclature des ICPE ;

- en mettant à jour l'évaluation des impacts sur l'air des rejets à l'atmosphère provoqués par les activités exercées au sein de l'établissement (activités de broyage des déchets de bois), sur la base d'une étude environnementale s'appuyant sur les nuisances dont les riverains se plaignent, et dont le contenu est décrit à l'article 3 du présent arrêté.

ARTICLE 3 – CONTENU ATTENDU DE L'ÉTUDE ENVIRONNEMENTALE

La société FERS ET MÉTAUX produit, à l'appui du dossier de porter-à-connaissance (PàC) susvisé, une étude environnementale précise portant sur la réduction drastique des émissions de poussières de bois dans l'environnement.

Cette étude, intégrée au PàC, comporte obligatoirement les parties suivantes.

3.1. Diagnostic de la situation

L'exploitant réalise un diagnostic de la situation, comprenant une analyse des causes et des conséquences des émissions de poussières propagées en dehors de l'établissement.

Ce diagnostic devra en particulier traiter des questions suivantes :

- connaître le régime des vents sur le secteur (vents dominants) ;
- identifier les opérations liées aux activités de l'atelier de broyage de déchets de bois à l'origine des émissions de poussières dans l'atmosphère (manutention des déchets, alimentation de la broyeuse, broyage de déchets, manutention des déchets broyés, circulation des camions sur la plateforme de broyage, etc.) ;
- localiser les zones à fortes retombées et recenser les usages au sein de celles-ci ;
- identifier les voisins qui sont le plus incommodés et les nuisances provoquées par la pollution de l'air.

Les conclusions de ce diagnostic doivent être présentées dans le dossier de PàC.

3.2. Définition des mesures pertinentes d'évitement / réduction des nuisances

À partir du diagnostic précité, l'exploitant réalise une étude technico-économique des différentes actions correctives envisageables, nécessaires pour éviter / réduire les nuisances causées aux riverains par les émissions de poussières. Cette étude doit explorer, le cas échéant, les meilleures techniques disponibles à disposition.

Les actions correctives suivantes doivent faire l'objet d'une prise en compte dans l'étude (études de la faisabilité technique, des gains prévisibles, du coût financier, etc.) :

- réduire la hauteur des dépôts de déchets de bois stockés à l'extérieur ;
- fixer la localisation de ces dépôts et limiter leur surface au sol ;
- mettre en place un mur visant à protéger du vent ces dépôts ;
- mettre en place d'un dispositif d'asservissement qui empêche le fonctionnement du broyeur lorsque le système de brumisation n'est pas actif ;
- ajuster le débit d'alimentation du brumisateur en fonction des conditions météo, et du degré d'humidité du bois à broyer ;
- minimiser la hauteur de chute des déchets de bois dans le broyeur ;
- couvrir complètement la zone de travail et la fermer sur 3 côtés (côté Nord ouvert) ;

- nettoyer le sol de la plateforme de dépôt des déchets de bois, par le passage d'un engin adapté, à une fréquence régulière, éventuellement plus importante en période sèche (à chaque remplissage de benne, par exemple) ;
- mettre à l'arrêt les opérations de broyage et/ou les opérations de chargement/déchargement des déchets de bois selon certains critères météorologiques : vitesse et orientation du vent, pluviométrie, etc. ;
- éviter de réaliser à l'air libre les opérations de manutention/tassement des tas de déchets de bois broyé (au sol ou dans les bennes de camion) ; se placer si possible à couvert ;
- mettre en place un dispositif de protection (captation des poussières) en limite de l'établissement (entre le site et la rue des Saules adjacente) : arbres de haute futaie, filets, etc. ;
- capoter les installations de broyage et les bennes de camions.

3.3. Engagement des actions correctives

Enfin, à partir de l'étude de faisabilité des différentes options techniques susmentionnées, l'exploitant doit établir un plan d'actions visant à supprimer ces nuisances (mesures d'évitement et de réduction à proposer dans le cadre du dossier de PàC).

Cette partie du dossier de PàC doit comprendre :

- la liste des actions correctives retenues, détaillant pour chaque action les différentes mesures à mettre en œuvre, les moyens à mobiliser (matériels, humains, financiers), et les résultats attendus ;
- la programmation de la mise en œuvre de ces actions dans le temps, étalée au plus sur 6 mois ;
- le plan de financement associé.

3.4. Délais intermédiaires

L'exploitant fournit à l'inspection des ICPE les documents suivants dans les délais suivants, à compter de la **date de notification** à l'exploitant du présent arrêté :

- dans un délai de **2 mois** : la commande à des prestataires compétents des études et rapports nécessaires précités (diagnostic, étude technico-économique, plan d'actions) ;
- dans un délai de **4 mois** : le diagnostic de la situation.

ARTICLE 4 – SANCTIONS

Dans le cas où il n'aurait pas été déféré à la mise en demeure et aux présentes prescriptions, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, l'autorité administrative peut arrêter une ou plusieurs sanctions administratives prévues au II de l'article L.171-8 du code de l'environnement, y compris « **suspendre le fonctionnement des installations** ou ouvrages, l'utilisation des objets et dispositifs, la réalisation des travaux, des opérations ou des aménagements ou l'exercice des activités jusqu'à l'exécution complète des conditions imposées et **prendre les mesures conservatoires nécessaires**, aux frais de la personne mise en demeure » .

ARTICLE 5 – NOTIFICATION ET PUBLICITÉ

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Haute-Saône pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté est notifié à la SAS FERS ET MÉTAUX.

ARTICLE 6 – VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au tribunal administratif de Besançon dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 7 – EXÉCUTION ET AMPLIATION

Le secrétaire général adjoint de la préfecture de la Haute-Saône, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, et le maire de la commune de Noidans-lès-Vesoul, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur est adressée.

Fait à Vesoul, le 20/04/2026

Pour le préfet
par délégation,
la secrétaire générale


Annick PÂQUET